



UN GRAND SOUTIEN A LA DEMANDE DE DEMOCRATIE ET DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME AUX PAYS DU SUD DE LA MEDITERRANEE

Par Per Vinther, Président de l'ALDA

L'Association des Agences de la Démocratie Locale soutien vivement la demande de démocratie et de respect des droits de l'homme dans les pays du sud de la Méditerranée et condamne en particulier la violence en Libye. Nous sommes fortement inquiets à propos du sort des migrants qui fuient des pays en danger soit par la mer soit à travers des voyages longs et dangereux sur terre.

Nous croyons qu'il s'agit de notre rôle, en tant qu'européens, de soutenir le renforcement futur de l'identité européenne et de promouvoir la paix et la démocratie dans notre pays mais aussi, aujourd'hui plus que jamais, dans les pays voisins. Les troubles sociaux et les transitions en Tunisie, en Égypte et en Libye montrent que la demande de citoyenneté, de respect et d'implication dans le processus démocratique, dans les frontières de l'Europe, est une nécessité fondamentale.

L'ALDA et les ADL ont une connaissance approfondie dans des régions d'après-conflit, comme aux Balkans Occidentaux et dans la région de Caucase du Sud pour rétablir la paix et la démocratie mais aussi pour ouvrir la voie vers le développement futur. Nous sommes convaincus que cela est possible seulement à travers un soutien réel aux autorités locales et à la société civile afin que ces deux derniers travaillent ensemble.

L'ALDA recommande aux institutions européennes de répondre d'une seule voix pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme dans cette région du monde et de soutenir vivement les migrants qui ont besoin d'aide. L'ALDA demande le soutien et l'engagement de la part des autorités locales et de leurs associations, aussi bien que de la part de la Société Civile européenne afin qu'elle soit engagée dans ce soutien, non seulement actuellement, mais aussi dans le futur.

Nous recommandons vivement l'inclusion de la gouvernance locale et de la participation citoyenne comme un élément transversale des politiques et des programmes européens de voisinage.

Étant déjà impliquée dans un programme des migrants en Algérie et dans des initiatives au Maroc, l'ALDA confirme son intérêt de soutenir la bonne gouvernance locale et la participation citoyenne dans les pays du sud de la Méditerranée, considérant notre expérience et notre engagement en Europe, en particulier aux Balkans Occidentaux et au partenariat oriental.



"RICHERT: « LES ADL A LA POINTE DU PROCESSUS DE DEMOCRATISATION » DANS LES BALKANS ET DANS LA REGION DE CAUCASE DU SUD

Le rôle des Agences de la Démocratie Locale dans le processus de démocratisation dans les pays des Balkans et dans la région de Caucase du sud a été souligné par le ministre français des autorités locales et Président de la région d'Alsace, Philippe Richert, dans son discours pendant la 20ème session du Congrès des Autorités Locales et Régionales du Conseil de l'Europe.

La 20ème session du Congrès des Autorités Locales et Régionales du Conseil de l'Europe a été tenu à Strasbourg en février dernier.

Des débats sur des questions des droits de l'homme au niveau local ont été placés en haut de l'agenda, en particulier la situation des Roms en Europe. Un débat urgent a été dédié au rôle du Congrès dans le cadre du processus actuel des réformes du Conseil de l'Europe.

Les membres du Congrès ont aussi examiné plusieurs rapports sur la démocratie territoriale en Turquie, en Roumanie, en Autriche et à Malte, aussi bien que le rapport sur l'observation des élections locales en Ukraine qui ont été tenues en octobre 2010.

Parmi les intervenants invités, on pouvait noter la présence du Commissaire responsable de la politique régionale, Johannes Hahn, du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, et du Commissaire des Droits de l'Homme, Thomas Hammarberg.



ASSISES EUROPEENNES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE DE DEVELOPPEMENT A BRUXELLES

La deuxième édition des Assises européennes de la coopération décentralisée de développement a été tenue à Bruxelles en mai 29-30. Des représentants des autorités locales et régionales de l'UE, des pays en développement et des représentants des institutions européennes de la coopération de développement ont participé à l'événement et ils ont échangé des points de vue.

Le Président du Comité des Régions, Mercedes Bresso, le Commissaire européen de développement, Andris Pieļbāgs, et le Vice-président du Parlement Européen, Isabelle Durant, ont participé aux Assises.

Le but des Assises était de renforcer l'efficacité de l'aide pour le développement et la participation des autorités locales et régionales dans les politiques de la coopération de développement et d'établir un partenariat authentique entre les acteurs actifs différents dans le domaine de développement.

Pendant les Assises, des représentants de l'ALDA ont participé dans le panel pendant l'atelier organisé par TER-RES (Territoires Responsables): M. Dobrica Milovanovic, le premier Vice-Président de l'ALDA et le Vice-maire de la ville de Kragujevac, Serbie, Mme Sabrina Rosati de Reggio nel Mondo, Italie et la Directrice de l'ALDA, Mme Antonella Valmorbidia ont parlé dans le panel et ont présenté l'approche et l'expérience de l'Agence de la Démocratie Locale en tant qu'outils pour la coopération décentralisée multilatérale efficace et pour l'établissement de partenariat dans le travail de développement.

L'ALDA avait un stand pendant les Assises et a présenté des participants avec plus de détails concernant le travail de l'Agence de la Démocratie Locale et le rôle de l'ALDA en tant qu'acteur de développement.

Une attention particulière a été portée sur le prochain projet de l'ALDA Working Together for Development, qui est attendu pour début 2011. Ce projet pluriannuel de développement, impliquant 21 partenaires internationaux et associés venant de 16 pays différents, a pour but d'améliorer les capacités des autorités locales et des acteurs non étatiques afin qu'ils agissent en tant qu'agents efficaces de développement.



RENFORCER LE RESEAU DES ADL DANS LA REGION DE CAUCASE DU SUD: DEUX REUNIONS DETERMINANTES A STRASBOURG PENDANT LA 20ème SESSION DU CALR DU COE

Renforcer et élargir le réseau des Agences de la Démocratie Locale en Europe est le premier objectif de l'ALDA, l'Association des Agences de la Démocratie Locale.

Pour ce but, deux réunions importantes ont été tenues à Strasbourg pendant la 20ème session du Congrès des Autorités Locales et Régionales du Conseil de l'Europe.

La première réunion a été tenue le 24 mars au bâtiment principal du Conseil de l'Europe et elle a rassemblé 20 participants représentant 10 partenaires potentiels de France, d'Italie, d'Estonie et de Grèce aussi bien que d'Arménie pour l'ADL en Arménie. Pendant cette réunion, qui a été tenue sous l'égide du Congrès, une stratégie concrète pour l'établissement de l'Agence a été examinée.

La deuxième réunion était la réunion des partenaires de l'ADL Géorgie organisée par la municipalité de Strasbourg, le nouveau chef de file de l'Agence basée à Kutaisi. Les buts principaux de cet événement étaient de mettre à jour le statut de l'ADL Géorgie, de réfléchir sur des moyens d'élargir le réseau des partenaires de l'ADL, aussi bien que de s'entendre sur le Plan d'Action 2011-2012. Cette réunion a été tenue le 25 mars à la mairie.

L'ALDA avait un stand pendant toute la session du Congrès.



MINSK: LE RETARD A LA LIVRAISON DES VISAS N'A PAS EMPECHE L'ACTIVITE DE LA REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DE LA SOCIETE CIVILE POUR LE PARTENARIAT ORIENTAL (4&5 AVRIL 2011)

Considérant le retard à la livraison des visas, les autorités biélorusses ont essayé d'annuler la réunion du Comité de Pilotage du Forum de la Société Civile pour le Partenariat Oriental, qui a été organisée à Minsk le 4 et le 5 avril 2011.

Malheureusement (veuillez voir ci-dessous la déclaration) le Comité de Pilotage n'a pas pu se tenir comme escompté, parce que seulement 9 membres du Comité pouvaient arriver à Minsk, étant donné que 4 membres n'ont pas reçu leurs visas et par conséquent ils ne pouvaient pas venir.

Malgré cette situation difficile, les membres se sont rencontrés afin d'avancer en ce qui concerne les objectifs différents, comme les activités des groupes de travail et les plate-formes nationales. Ils ont aussi eu l'opportunité de discuter sur l'enjeu important du Futur Sommet du Partenariat oriental à Varsovie en septembre, mais aussi sur le 3ème Forum de la Société Civile à Poznan en novembre.

Le groupe des participants ont eu l'opportunité de rencontrer la Plate-forme Nationale et de discuter sur les moyens potentiels de soutenir les représentants de la Société Civile à Bélarus.

Mme Antonella Valmorbida, Directrice de l'ALDA, a été élue coprésidente du Comité de Pilotage avec M. Ulad Vialicka, présidente de EuroBelarus, partie principale des débats.

La prochaine réunion du Comité de Pilotage aura lieu le 3 et le 4 mai à Bruxelles.



COOPERATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AVEC LES AUTORITÉS LOCALES, CONDITION PRÉALABLE À LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE, À LA STABILITÉ ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La coopération de la société civile avec les autorités locales est une des conditions préalables à la bonne gouvernance démocratique. Celle-ci peut contribuer à la stabilité et au développement durable dans la région des Balkans occidentaux, comme l'a démontré le projet "Participation et

gouvernance interculturelle au niveau local dans les Balkans : les défis et perspectives européennes". Le leader de ce projet était l'administration de la ville de Subotica. L'ALDA, les ADL de Subotica, Mostar et Osijek et le « Lighthouse Media Centre » de Wolverhampton (Royaume-Uni) ont été les partenaires du projet, impliqués au même niveau.

Lors de la séance d'ouverture de la conférence finale du projet qui s'est tenue à Mostar, du 30 mars au 2 avril 2011, M. Ljubo Beslic, maire de la ville de Mostar s'est adressé aux participants. Dans son discours de bienvenue, il a souligné l'importance des événements qui promeuvent la gouvernance interculturelle dans une ville qui a connu des affrontements armés et la destruction pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine, dont les vestiges sont encore visibles. Cependant, tout est mis en œuvre pour atténuer et surmonter les conséquences sur ces dernières années. La ville recherche des solutions de soutien au développement des politiques ciblées afin de répondre aux besoins de tous les citoyens.

Au nom du leader, le Président de l'Assemblée de la ville de Subotica, M. Slavko Parac, a lui aussi salué les participants avant de présenter sa ville. Se trouvant dans une zone frontalière où se rejoignent la Serbie, la Croatie et la Hongrie, cette ville possède une histoire de plusieurs siècles de coexistence multiculturelle entre collectivités locales et nationales. En raison des conflits récents dans la région, le gouvernement local a ressenti la nécessité de créer un espace dédié à l'amélioration du dialogue interculturel, à la promotion de l'éducation linguistique et des différentes identités culturelles. C'est trois objectifs sont tous intégrés dans un programme de développement local commun.

Ce fût au tour de M. Jovo Jelic de prendre la parole et de saluer les participants au nom du comité croate d'Osijek / Baranja. Il a évoqué les efforts visant à la reconstruction économique et à l'amélioration de la confiance interethnique dans les zones de la région ayant été affectées par la guerre, réitérant la nécessité d'intensifier la coopération transfrontalière et régionale entre les différentes communautés locales.

Mme Suzan Arslan a ensuite souhaité un travail fructueux à la conférence au nom de la DG des Programmes d'Élargissements Régionaux. Elle a présenté aux participants le programme « People to people » (P2P), un des trois volets du programme « Civil Society Facility » (CSF), élaboré en vue de soutenir les initiatives de coopération régionale pour une transformation démocratique des sociétés civiles des Balkans occidentaux aspirant à l'intégration européenne. Elle a par ailleurs souligné que la coopération de la société civile avec les autorités locales, comme l'a pu démontrer ce projet, est une condition préalable à la gouvernance démocratique pouvant contribuer à la stabilité et au développement durable dans la région.

Lors de la deuxième partie de la séance d'ouverture, Mme Stanka Damjanovic Parac, gestionnaire de projet, a donné un aperçu des activités du projet et quelques-uns des principaux résultats obtenus. Ces informations et les publications relatives au projet sont disponibles à l'adresse suivante: www.regionalicc.net.

Panels thématiques.

La conférence a rassemblé plus de 80 participants, représentants des Organisations de la Société Civile (OSC) et des gouvernements locaux de Serbie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine, du Royaume-Uni, d'Italie, de Norvège, de Hongrie et de Moldavie. M. Owen Masters, expert du Conseil de l'Europe a modéré le Panel 1 sur la participation des minorités, au cours duquel les études de cas présentées venaient de Hongrie, de Serbie et de Moldavie. Quelques exemples d'activités évoquées : celles de l'association de la minorité croate à Szeged, les efforts du Centre d'éducation des Roms en vue de leur intégration à Subotica ainsi que les mesures de confiance mises en place des deux côtés de la rivière Dnjestre en Moldavie. M. Gunnar Mandt, directeur du Centre européen Wergeland, en Norvège a été l'animateur du Panel intitulé : "De la cohabitation multiculturelle à la gouvernance interculturelle". Ce panel a donné un aperçu des

mécanismes innovants et des structures institutionnelles facilitant la gouvernance démocratique au niveau local à travers les diverses cultures des communautés locales. Des exemples de Norvège, de Serbie, de Bosnie-Herzégovine et de Croatie ont été présentés. Différents modèles de gouvernance locale dans les communautés traditionnelles multiculturelles ont été comparés dans le contexte de réconciliation post-conflit de la région des Balkans occidentaux. Il a aussi été fait référence au contexte dans lequel la diversité culturelle s'est développée en Europe à la suite de vagues migratoires de ces soixante dernières années vers les Etats membres. Une attention particulière a été donnée à l'éducation (formelle et non formelle) et à la culture pendant les présentations, en tant que domaines appartenant aux compétences de la gouvernance locale.

Le Panel 3 a été animé par Mme Jlenia Destito, de l'institut de recherches socio-économiques IPRES en Italy. Le thème était le suivant : « Les prestations de services municipaux ». Quelques exemples de cas d'études évoqués : la mise en place d'un plan de participation, la fourniture d'informations et de cours dans les langues des minorités, la préservation des identités culturelles ou encore le financement de politiques et de logements en faveur des immigrés. Ces cas présentés venaient de Devon (GB), Subotica, Kovacica (Serbie), Szeged (Hongrie) et de Mostar, la ville hôte.

Lors de la 4ème session, animée par M. Vehid Sehicdu du Forum des Citoyens de Tuzla (Bosnie Herzégovine) le sujet abordé fût le rôle de la société civile dans le dialogue interculturel et les processus de réconciliation. Les participants étaient issus d'Organisations de la Société Civile (OSC) ainsi que des experts venant de trois pays impliqués dans ce domaine. Ils ont pu fournir une approche sur les faits récents concernant les progrès faits en matière politique, économique et sociale dans les initiatives de coopération régionale. Une attention toute particulière a été apportée au rôle de la société civile en tant que catalyseur des changements démocratiques et en tant qu'acteur pouvant approcher les valeurs de l'intégration européenne des citoyens. Cela pourrait favoriser la réduction des écarts inter-ethniques dans les sociétés en situations post-confliktuelles.

D'après les observations faites, pour obtenir des résultats tangibles sur le long terme, il est nécessaire de se focaliser sur l'éducation à la citoyenneté démocratique avec un accent particulier mit sur les jeunes et l'ouverture d'un nouvel espace de dialogue dans le but d'engager le plus d'acteurs possible dans les programmes de coopération régionale.

La séance de clôture a été animée par Stanka Parac Damjanovic, coordinatrice des programmes régionaux de l'ALDA. Un aperçu des programmes en cours a été fait sur l'assistance technique aux OSC travaillant dans la coopération régionale et pour celles travaillant dans les Balkans occidentaux et en Turquie, sur le potentiel rôle de la présidence hongroise à l'UE dans la promotion de l'élargissement de cette dernière. D'autres initiatives régionales d'intérêt pour les OSC et les gouvernements locaux ont été abordées, telles que la stratégie pour le Danube ou les Eurorégions reliant des pays des Balkans occidentaux avec des Etats membres de l'UE (tels que l'Eurorégion DKMT).

La perspective "BE-ME" a été conçue comme une session thématique animée par M. Frank Challenger. Elle a été l'occasion de projeter des documentaires sur trois villes (Subotica, Osijek et Mostar) tournés pendant le projet pour illustrer les efforts déployés par les gouvernements locaux. Ces documentaires ont mis en valeur leur travail de promotion du patrimoine culturel des communautés nationales et permettent de soutenir leur participation au processus de prise de décision politique. Des témoignages personnels et des récits de différentes catégories sociales constituent le fond principal de ces documentaires. Ils illustrent ainsi les défis actuels et les problèmes quotidiens des minorités ethniques et religieuses dans la région des Balkans occidentaux en comparaison avec la ville de Wolverhampton.

Table ronde à l'Hôtel de ville de Mostar, le 2 avril 2011.

La délégation composée de représentants de la ville de Subotica et du comté d'Osijek/Baranja a effectué une visite à l'hôtel de ville de Mostar, où ils ont été reçu par M. Murat Coric, Président du Conseil Municipal. Il y a présenté les élus locaux en fonction depuis 2004 ainsi que quelques-unes des principales politiques locales dans les domaines du développement économique et social, malgré le lourd héritage des conflits et les traces encore visibles de la destruction de la ville. Le gouvernement local doit faire face à des travaux de grande échelle en terme d'infrastructure, notamment en matière d'approvisionnement en eau et d'évacuation sanitaire, sans oublier un besoin fort en logements et de développement de l'agriculture. Il y a eu beaucoup d'améliorations après que la ville ait été mise en lien avec de nombreux partenaires internationaux, y compris des villes d'Europe et des Balkans occidentaux. Les domaines prioritaires de ces programmes ont été la bonne gouvernance, la participation citoyenne et la promotion de l'héritage culturel des communautés nationales. Des liens économiques solides ont été établis avec plusieurs villes dont celle de Kragujevac en Serbie. Il y a tout intérêt à augmenter le champ des villes potentiellement partenaires et à établir une coopération avec celles d'Osijek et de Subotica. Selon M. Coric, qui a réitéré ses propos, la mise en réseau des villes est l'avenir de cette région et contribuera certainement à sa stabilité, sa prospérité économique et améliorera ses perspectives en vue de l'intégration européenne.

Visite d'étude à Mostar, samedi 2 avril 2011

Après la conférence, quelques participants ont eu l'occasion de visiter les sites historiques et les monuments culturels du centre-ville de Mostar.



LE CODE DE BONNES PRATIQUES POUR LA PARTICIPATION CIVILE PRESENTE A L'ASSOCIATION DES MUNICIPALITES SUEDOISES.

La directrice d'ALDA, Mme Antonella Valmorbida, a présenté de code de bonnes pratiques pour la participation civile, promue par la Conférence des organisations internationales non gouvernementales du Conseil de l'Europe, à l'Association des municipalités de Suède le 31 mars. L'événement a été organisé parmi les activités de promotion de la participation citoyenne existant déjà en Suède.

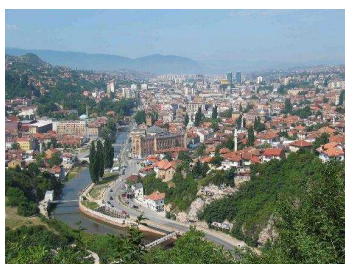
En effet, un accord-cadre entre les autorités et les représentants de la société civile travaillant sur les problèmes sociaux, et basé sur le code de bonnes pratiques, a récemment été conclu. Environ 20 municipalités suédoises intéressées de connaître les propositions concrètes sur la manière d'améliorer la participation citoyenne au processus décisionnel au niveau local ont participé à la réunion.

Le code a été présenté par l'un de ses auteurs, Mme Ariane Rodert, Représentante du Forum social suédois et membre du Comité Economique et Social Européen.

Pour plus d'informations, veuillez visiter :

http://www.coe.int/T/NGO/code_good_prac_en.asp

<http://english.skl.se/activities>



LES GOUVERNEMENTS LOCAUX DU SUD EST DE L'EUROPE DEMANDENT A L'UE DE S'IMPLIQUER DANS UNE FEUILLE DE ROUTE REALISTE POUR L'INTEGRATION.

Les gouvernements locaux des pays du Sud Est de l'Europe veulent être impliqués dans une feuille de route réaliste vers l'intégration.

Dans une déclaration signée le 10 mars, des Maires et des Représentants élus des gouvernements locaux et régionaux d'Europe du Sud Est, se réunissant à l'occasion de NEXPO (le salon international de NALAS qui s'est

tenu à Sarajevo), demandent à l'UE d'inclure la dimension des gouvernements locaux dans son calendrier stratégique et opérationnel pour l'élargissement. Ils demandent également à être impliqués, en particulier via leurs associations nationales, dans les consultations et dialogues pertinents.

« Les pays et les populations de l'Europe du Sud Est, dit la déclaration, ont besoin de prendre leur propre place au plus vite au sein de l'Union Européenne. Cela marquera une autre étape majeure vers l'unification de notre continent et vers l'atteinte de nos objectifs communs de paix, stabilité et prospérité durable ».

Mais pour maintenir la perspective de l'adhésion européenne attrayante et crédible pour les citoyens, l'UE a besoin de définir un chronogramme clair et réaliste et une feuille de route pour chaque Etat en prenant en considération la situation de chacun. De plus ces documents doivent être conçus selon les étapes nécessaires devant être prises dans les temps pour remplir les critères d'adhésion. Chaque pays a besoin d'effectuer toutes les étapes nécessaires avec chaque niveau de gouvernement en jeu, ont déclaré les Maires.

«A présent, souligne la déclaration, il semble que les institutions européennes sous-estiment le rôle essentiel des gouvernements locaux des régions dans la préparation à l'intégration européenne. »

Sur la base de ces considérations, les Maires et Représentants, dans leur document, appellent les institutions européennes à inclure la dimension des gouvernements locaux dans leurs calendriers stratégiques et opérationnels pour l'élargissement, à les impliquer dans les consultations et dialogues pertinents, et à s'assurer que des programmes de financement relatifs à l'accession sont disponibles pour aider les gouvernements locaux à préparer l'accession et à atteindre un haut niveau de développement.

Les Maires et Représentants demandent à leurs gouvernements nationaux de finaliser et de rendre adéquat les processus de décentralisation, avec le transfert des compétences nécessaires, des ressources financières et humaines, et en impliquant les associations de gouvernements locaux à toutes les étapes du processus de décentralisation, de la prise de décision en matière financière et de la préparation à l'adhésion européenne.



LE RESEAU MACEDONIEN POUR L'INFORMATION DE LA JEUNESSE ETUDIE LE MODELE FRANCAIS - Visite d'études à Caen, Basse Normandie

L'équipe du Centre de conseil et d'information de la jeunesse INFO SEGA, avec le Directeur exécutif de SEGA, Membre du Conseil du gouvernement local de Strumica et représentant du gouvernement local de Shtip ont participé à une visite d'études pour le réseau de l'information de la jeunesse, les partenaires locaux et ses modalités de mise en œuvre en Basse Normandie, France.

Le but de cette visite était d'étudier le système et le fonctionnement des centres d'information pour la jeunesse dans cette partie de la France afin de permettre aux représentants des municipalités de Strumica et Shtip de se familiariser avec le modèle des centres d'information pour la jeunesse, l'échange d'expériences et avec les possibilités d'une coopération plus approfondie entre la Macédoine et la Basse Normandie. Cette visite d'étude fait partie du projet de coopération décentralisée entre la Macédoine et la Basse Normandie soutenue par le Conseil régional de Basse Normandie, le ministère français des affaires étrangères, la Maison de l'Europe de Caen et la coalition des organisations de jeunesse SEGA. Ces organisations coopèrent sous le point 2 du projet. La délégation macédonienne a eu l'opportunité de visiter les centres d'information de la jeunesse, les points infos, les municipalités et des bureaux étatiques, les maisons de jeunes et les centres culturels de jeunes des Villes de Caen, Flers, Saint Lo et Oustreham.

Pendant cette visite d'étude, les deux parties ont échangé sur des expériences de centres d'information pour les jeunes couronnées de succès, le partenariat local ainsi que les modalités de mise en œuvre. Beaucoup d'idées nouvelles seront mises en œuvre dans le travail quotidien de INFO SEGA, et l'ouverture de nouveaux centres d'information pour la jeunesse à Shtip et Strumica vont être initiés.

Pour plus d'information, veuillez consulter la page internet de la coopération <http://crbn-mk.courriers.info/> ou contacter Katica Janeva katica.janeva@aldaintranet.org.



RENCONTRE ENTRE L'ALDA ET L'UNION DES MUNICIPALITÉS DE MARMARA (Turquie)

L'Union des municipalités de Marmara, proche d'Istanbul est sans aucun doute l'une des associations de municipalités la plus active en Turquie. Elle participe activement aux activités internationales et européennes, en particulier grâce à l'engagement et à la participation dynamique de son Directeur, M. Murat Daoudov, à qui Mme Antonella Valmorbida, Directrice de l'ALDA, a rendu visite le 12 février 2011.

L'ALDA et l'Union de Marmara ont déjà coopéré dans le cadre des activités du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux. L'Union est également membre et vice-présidente du réseau NALAS, (le Réseau de l'Association des autorités locales d'Europe du Sud Est.)

Récemment, l'Union des municipalités a participé à la recherche de partenaires pour l'ADL du Kosovo lancé par l'ALDA et la ville de Yalova, située dans la région de Marmara. Cette ville participe activement en tant que partenaire de l'Agence et a accueilli la réunion des partenaires en février. Étant donné que l'Union est intéressée par des activités et des initiatives de jumelage, principalement dans le Caucase du Sud et les Balkans, il y a là une grande potentialité de coopération. L'Union des municipalités de la région de Marmara suit actuellement un processus en vue d'adhérer à l'ALDA courant 2011.



"LA PERSPECTIVE EUROPEENNE DES BALKANS OCCIDENTAUX: LA CONTRIBUTION DES AUTORITES LOCALES ET REGIONALES" **Conférence de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), à Paris, les 18 et 19 février.**

Une définition claire et un élargissement des compétences des autorités locales, une autonomie et des moyens financiers locaux et régionaux appropriés, l'amélioration de la gouvernance à travers l'augmentation de la transparence et la participation et le renforcement des capacités des services publics. Tels sont les quatre besoins essentiels des collectivités locales dans les Balkans occidentaux énoncés par Keith Whitmore, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, lors de son discours de clôture de la conférence sur la perspective européenne des Balkans occidentaux et la contribution des collectivités locales et régionales qui a eu lieu à Paris, au Sénat français, les 18 et 19 février. M. Keith Whitmore a également souligné l'implication du Congrès dans les Balkans (citant explicitement les ADL et leur existence depuis 1993 ainsi que les travaux de l'ALDA). Cette conférence a réuni des représentants des autorités locales ainsi que d'autres acteurs de la coopération décentralisée européenne. Elle a fourni une très bonne occasion aux collectivités locales françaises et aux autorités des Balkans occidentaux de se rencontrer et d'échanger leurs points de vue sur les stratégies et les priorités de l'intégration européenne. Un des points essentiels de la réflexion a été le rôle de la

coopération internationale des autorités locales dans le processus d'intégration. Parmi les autres thèmes abordés figuraient entre autres le rôle de la bonne gouvernance locale et la politique publique locale en faveur de l'intégration européenne. La mise en place d'une base pour l'élargissement offre l'occasion de repenser les relations entre l'UE et les Balkans occidentaux ce qui a été souligné par le débat. Il a aussi été souligné que les gouvernements dans les Balkans doivent agir maintenant, en même temps que l'UE doive accélérer les procédures d'adhésion et proposer de véritables solutions politiques aux problèmes tels que la question du Kosovo. De nombreux participants ont également demandé une plus grande implication des autorités locales dans le processus d'adhésion. Per Vinther, le Président de l'ALDA, qui était à cette conférence a pu présenter lors d'un atelier les activités de l'association concernant la coopération décentralisée. Le projet de coopération décentralisée entre la région de Basse-Normandie et la République de Macédoine y était au centre de toutes les attentions. Cette conférence a été organisée par l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), en collaboration avec la municipalité de Dijon et la Communauté du Grand Dijon.



RECOMMANDATIONS POUR LES DECIDEURS POLITIQUES EUROP2ENS CONCERNANT LA CONCLUSION DU PROJET «E-PANNELS»

Une Europe plus proche de ses citoyens et capables de leur garantir de réelles opportunités afin d'améliorer leur vie. C'est la nécessité soulignée par les participants au projet E-Pannels, promu par l'ALDA. D'après toutes les discussions qui ont eu lieu dans les différents forums nationaux et lors de la conférence finale de Zagreb (Hongrie), il est possible d'extrapoler des recommandations très intéressantes pour les décideurs politiques européens. Télécharger la publication finale en cliquant [ici](#). (pdf)

Tout d'abord, dans la plupart des forums, il a été mis en évidence la nécessité d'adapter les institutions de l'UE pour la rapprocher des citoyens grâce à une meilleure diffusion de l'information sur l'UE, sur les droits de ses citoyens et sur les opportunités qui leur sont offertes. Les besoins majeurs exprimés sont les suivants : Mise en place de programmes envers les jeunes et contre le chômage qu'ils subissent, le transfert des dépenses militaires vers des secteurs clés comme l'éducation, l'industrie et l'agriculture, renforcer les droits des minorités et le respect des groupes ethniques et religieux, plus de possibilités éducatives et de mobilité pour les jeunes afin d'améliorer leurs compétences et faire face aux situations difficiles sur le marché du travail ou encore la protection de l'environnement...

Le projet «E-Pannels : favoriser la participation des citoyens et le bénévolat dans une Europe élargie» a été conçu pour aborder la question du fossé entre les citoyens et l'Union Européenne d'une manière innovante. Rapprocher l'UE des citoyens est l'un des plus grands défis auquel cette institution est confrontée aujourd'hui. Les nécessités de promouvoir et d'expliquer le «Projet européen» aux citoyens, mais aussi de les impliquer dans sa définition même, sont bien comprises par les partenaires de ce projet. Ce dernier a cherché à favoriser la participation et l'interaction entre les citoyens et des institutions de l'UE à travers des débats sur la façon d'améliorer leur participation, en mettant l'accent sur des outils ou des procédés tels que les technologies d'information et de communication ou le volontariat. E-Pannels vise à produire des avis et des recommandations sur ces questions afin de les rassembler et de les soumettre aux institutions de l'UE. L'objectif précis de la création d'E-Pannels était de permettre aux citoyens des pays de l'UE, mais aussi des pays candidats, d'être directement impliqués et de pouvoir participer. Les partenaires de ce projet ont été la Maison de l'Europe (FR), FIB : Fundacion Insula Barataria (SP), APE : Association pour le partenariat européen (BG), l'Agence de la Démocratie Locale d'Osijek (Croatie), l'Agence de la Démocratie Locale de Sisak (Croatie), le Centre de la politique régionale de recherche et de coopération "Studiorum" (Macédoine), l'ONG " Horizon " (AL).



Annnonce d'une action en justice pour recouvrer les prêts d'associations européennes partenaires d'Asael dans de nombreux projets. La Commission européenne enquête. ASAEL: LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DEVRONT PAYER LEURS DETTES PERSONNELLEMENT. C'est une question morale qui pourrait influencer les élections locales et régionales en Aragon.

Les membres du Conseil d'administration d'Asael, l'association des municipalités de la région d'Aragon (Espagne) qui a été dissoute fin 2009 a été emportée par un scandale. L'ancien Président Jesus Solà, sera personnellement redevable des dettes laissées par l'association.

ALDA, avec ses autres partenaires, a décidé d'entreprendre des mesures juridiques sur la base de la loi espagnole sur les associations (la "Ley Orgánica 1 / 2002, de 22 de marzo, reguladora del Derecho de Asociación). «Nous avons été forcé de prendre la voie légale, a déclaré Antonella Valmorbida, Directrice de l'ALDA, car aucun de nos efforts afin de résoudre ce problème à l'amiable n'ont été couronnés de succès. Les institutions d'Aragon que nous avons interrogés, puisqu'Asael était une association d'autorités locales, ont ignoré nos appels ou nous ont répondu que la question ne les concernait pas. Un mur s'est érigé autour d'Asael et ses administrateurs qui ont tous été maires de villes en Aragon ». Mais la loi espagnole sur les associations est claire et stipule que les administrateurs sont responsables juridiquement des dettes de leurs associations, causées par des raisons malveillantes, de même que pour négligence, et qu'ils doivent alors assumer la somme manquante sur leurs biens personnels. «Il est clair, a déclaré la Directrice de l'ALDA, Antonella Valmorbida, que d'une part, pendant la gestion d'Asael par M. Solà ces dernières années aucun des administrateurs n'a exercé de contrôle effectif afin d'éviter que les dettes s'accumulent et que d'autre part, les fonds européens n'ont pas été utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été affectés à cette association, c'est-à-dire soutenir les activités du projet ". Les projets développés entre 2008 et 2009 étaient les suivants: Bandair, Emanzipar et Eclau. Les autres membres de l'ALDA, partenaires du projet géré par Asael, étaient : la province de Reggio Emilia (Italie), les villes de Bydgoszcz (Pologne) et de Baltifem (Lituanie), l'Association des conseils locaux, l'Association des municipalités (Malte), l'Institut de l'entrepreneuriat, une ONG (Grèce), l'Association pour le développement des municipalités de montagne (Bulgarie). Le montant du crédit que l'ALDA et ses partenaires ont apporté avoisine 115.000 € (ALDA : 30.180 €, la ville de Bydgoszcz : 31.000 €, Baltifem : 24.000 €, Institut de l'Entrepreneuriat : 9.700 €, la province de Reggio Emilia : 9.000 €, l'Association pour le développement des municipalités de montagne : 9.000€ et l'Association des conseils municipaux : 1.800 €). Il s'agit des sommes qu'Asael doit rendre à ses partenaires pour les activités du projet, les impôts et les cotisations sociales. Certains d'entre eux pourraient avoir de graves difficultés financières si elles ne seront pas payées. «Nous pensons que la situation a été largement ignoré par tout le monde en Aragon, ajoute la Directrice de l'ALDA, Antonella Valmorbida, étant donné le risque que cela entraîne vis-à-vis des relations avec la Communauté européenne. Le bureau de représentation de la Commission à Madrid est informé de la situation et partage notre position. Le bureau anti-fraude de la Commission enquête sur un éventuel détournement dont il a été question dans les journaux de la région. Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout afin de garantir nos droits et nous pensons que ce sera difficile pour tout autre projet européen d'avoir des partenaires comme la FMCPA (Fédération des Municipalités, des Communes et des Provinces Aragonaises), dont le vice-président est l'actuel président d'Asael, dont les responsabilités, si ce n'est pour les faits de gestion de M. Solà, font qu'il évite de répondre aux demandes d'ALDA afin de trouver une solution. Les anciens partenaires d'Asael avouent ne pas comprendre comment les institutions et les pouvoirs politiques d'Aragon ne font pas tout leur possible pour réussir à résoudre cette question, qui concerne également d'anciens employés d'Asael qui n'ont toujours pas été rémunérés.

«Nous savons que l'ancien président d'Asael, Jésus Solà, était très proche du président du PAR (Parti Aragonais), José Angel Biel, qui est le vice-président et le porte-parole du gouvernement régional. Nous savons aussi que la majorité des membres municipaux d'Asael ont été introduits par des maires appartenant au PAR. Ce parti, qui tiendra son congrès dans les prochains jours, met-il les questions morales de côté lorsque quelque chose se passe en interne ? : s'interroge Antonella Valmorbida. Les autres partis au gouvernement et de l'opposition n'ont-ils pas envie de préserver l'image de la région d'Aragon en Europe? Comment peuvent-ils croire que, lors des élections de mai prochain, ils pourront présenter à nouveau les maires responsables de cet échec? » Ce sont des questions auxquelles le public de la région devrait exiger des réponses, parce que l'éthique des élus et des institutions qu'ils régissent a été remise en question. "Nous regrettons d'avoir été contraints de rendre cette situation publique, a conclu la Directrice de l'ALDA, Antonella Valmorbida, mais le silence aurait été complice d'agissements illégaux. Nous sommes encore plus attristés pour les 30 années d'histoire d'Asael, son personnel efficace et pour le président lui-même M. Solà, avec qui nous avons toujours entretenus de bonnes relations jusqu'à ce que ces faits se produisent. Asael a été notre partenaire et M. Solà a été membre de notre conseil. C'est un tel déshonneur que les choses se soient passées ainsi. "



L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ALDA 2011 AURA LIEU LE 8 ET 9 JUILLET A BYDGOSZCZ, EN POLOGNE.

En prévision des futures activités de la Pologne à la présidence de l'UE, une conférence internationale sur "la gouvernance locale, le volontariat et la participation citoyenne : un défi pour les autorités locales et la société civile" aura lieu dans le cadre de l'Assemblée.

Tous les documents nécessaires seront envoyés le plus vite possible aux membres de l'ALDA en plus d'être publiés sur ce site.